

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 39 - VENDREDI 19 JUIN 2009

Iran, la fin d'une époque

La crise iranienne marque peut-être un tournant dans la perception du monde et dans les relations internationales. Pour une fois, les tensions dans un pays musulman ne peuvent être lues avec les lunettes des conflits religieux. L'opposition entre les deux candidats Ahmadinejad et Moussavi portent sur des enjeux sociaux, politiques, internationaux. Les foules qui se mobilisent pour l'un ou l'autre le font sur des options politiques. Avec de vieilles lunettes, on se dirait qu'il n'y a guère de différences entre les deux candidats qui, l'un comme l'autre, s'inscrivent dans le cadre de la république islamique. Moussavi fut même un premier ministre saignant de cette république : sous son régime pas moins de 9 000 opposants furent exécutés.

Mais le peuple iranien a saisi les différences entre les deux hommes, différences de sensibilités, d'approches pour construire un choix, faire entendre de la politique. Le monde redécouvre que l'Iran est un pays de longue tradition de mobilisation politique, avec des liens complexes entre partis, projets et religion. L'appel à manifester en noir révèle aussi un autre Iran : ainsi donc il y a des couleurs autres que l'uniforme noir ! A force de caricatures, on ne savait pas... Les yeux s'ouvrent sur une réalité plus complexe. Le monde n'est donc pas divisé en deux camps, celui de l'obscurantisme, arriéré et terrorisant ; celui de la raison, de la liberté et des couleurs. L'ère Bush se termine aussi en Iran. La réaction prudente de Barack Obama après les mains tendues et les offres de dialogues tournent cette page.

Celle qui s'ouvre reste à inventer. Les réactions des grandes puissances opposées à l'hégémonie américaine laissent perplexes. Que la Chine, la Russie et le Venezuela soutiennent Ahmadinejad renvoie aux années de la realpolitik, où les ennemis de nos ennemis étaient nos amis. Seule la puissance, le rapport de force compteraient. Peu importerait donc que Ahmadinejad doive son élection à ce qui semble bien être une fraude massive, qu'elle suscite de vives oppositions. Peu importe aussi que cet homme rende au total un fier service à la politique de la tension, en soufflant en permanence sur le feu des haines entre Orient et Occident, sur les braises de l'antisémitisme.

Le soutien aux manifestants n'est pas venu de Chavez mais... du *Parti des pirates* (Suède) (1). Dans cette crise, l'opposition au régime aura su trouver ses outils : SMS, internet. L'absurde objectif de faire taire, de contrôler l'information et les échanges aura été mis en échec notamment par le soutien des informaticiens suédois, qui ont créé un site Internet qui masque les noms et cache les localisations. Un nouveau monde se cherche.

● CATHERINE TRICOT

1. Remarqué lors des européennes 2009, un député au Parlement européen. Pour la défense des libertés et la légalisation de l'échange de fichiers non commerciaux sur le Net.

LE MERLE MOQUEUR

Il y a quelque chose qui me choque dans le rapport Montebourg : pourquoi faudrait-il payer un ou deux euros pour voter à la primaire à gauche ? Pour financer l'organisation des élections ? Pour prouver qu'on a envie de voter, qu'on est, comme qui dirait, mo-ti-vé ? Qu'est-ce que c'est que cette obole, ce pourboire de voter qui vient s'ériger devant le pouvoir de voter ? Qu'est-ce que c'est encore que cette contre-révolution ? ●

À LIRE SUR
communistesunitaires.net

Premiers échos d'une AG :

→ [Introduction d'une soirée](#)

→ [En fin d'étape, un texte d'orientation](#)

Ça (se) discute

→ [Au-delà des nuages de fumée](#)

La Fédération dans une nouvelle FASE

Lors de sa réunion nationale des 13 et 14 juin, la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE) a confirmé son projet. Et elle s'est dotée d'une stratégie en vue des élections régionales.

Comme l'exprime le texte adopté au consensus (avec quelques abstentions et refus de vote), la vocation de la Fédération pour une alternative sociale et écologique est d'agir pour l'implication des forces sociales et politiques dans la construction d'une alternative politique et l'invention de formes d'action nouvelles. Pour elle, « ces deux enjeux complémentaires supposent de combattre la délégation de pouvoir. Une révolution démocratique est nécessaire, à partir de l'appropriation citoyenne des savoirs et des pouvoirs ». Aussi, veut-elle être un « objet politique toujours en construction et capable d'intervenir immédiatement ; objet construit avec toutes celles et ceux qui le souhaitent » (lire les textes adoptés, dans ce dossier). Les débats du week-end ont particulièrement concerné le rapport aux formations existantes et la perspective de la prochaine échéance électorale : les élections régionales de 2010.

Certains, dont Martine Billard (Ecologie solidaire) et Clémentine Autain, ont

plaidé pour un signe clair en direction du Front de gauche, position soutenue entre autres par des communistes unitaires et des membres de collectifs : impossible de renvoyer dos à dos le NPA, qui pour le moment confirme sa ligne solitaire, et le Front de gauche, dont les composantes appellent à l'ouvrir largement. D'autres participants ont mis en garde contre ce qui pourrait ressembler à un « ralliement ». Des Alternatifs et d'autres participants à des collectifs ont plaidé pour exprimer la ligne stratégique propre de la Fédération tout en traitant explicitement de la ligne stratégique exprimée par le PG.

La Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE) est à la fois un processus ouvert pour faire converger des forces (sociales, politiques), des citoyens, et un acteur politique déterminé à intervenir dans l'actualité politique, y compris électorale.

Au total, le résultat est tangible et quasi consensuel : pas de ralliement du Front de gauche mais une stratégie unitaire complète et précise, évoquant explicitement et en positif la proximité de cette stratégie avec celle énoncée par le Parti de gauche le 11 juin (voir *Cerises* n° 38).

Notons que tous les collectifs et des composantes sont traversés de différentes sensibilités : souci de privilégier

la seule convergence des luttes en vue de la naissance d'une alternative ou accent mis sur le besoin d'offre politique ; tendance à refuser de choisir entre les différentes forces politiques ou choix du regroupement certes partiel mais porteur de potentialités que représente le Front de gauche ; accent mis sur le processus de fédération ou accent mis sur la structuration d'un espace politique... Cela n'est d'ailleurs pas nécessairement facteur de blocage, lorsque le désir d'avancées prend le pas sur des manières parfois stérilisantes d'opposer la « base » et le « sommet », les forces organisées et les citoyens, « la démocratie » et la prise de décision... En fait, la difficulté est d'inventer des nouvelles manières de délibérer, qui ne reproduisent pas les fonctionnements pyramidaux des partis mais qui soient efficaces.

Les questions d'organisation et financières ont elles aussi été débattues. Confirmation : l'ancrage local est assuré par

le développement des comités, enjeu clef pour un élargissement du processus. L'exécutif national intégrera au fur et à mesure des représentants des comités locaux et des forces. La discussion a, entre autres points, porté sur la difficulté de déplacement des représentants des comités locaux ainsi que sur la présence en tant que membres, ou invités ponctuels, de « spécialistes ». Autres points de débat : la durée ●●●

●●● des « mandats » et la désignation de porte-parole, avec le souci manifesté que ceux-ci expriment clairement le « point de vue de la Fédération ».

En matière de finances, il est proposé de mettre en place une grille de cotisations à pourcentage progressif, tout en étant souple sur les conditions de sa mise en œuvre. Ces cotisations perçues nationalement reviendraient pour moitié au niveau national et pour moitié aux comités locaux. Enfin, la participation des élus au financement de la Fédération a été évoquée, avec la question du sens politique de leur participation, bien au-delà de la question financière.

Si certains estiment que les questions relatives au mouvement social et au contenu de l'alternative politique n'ont pas été suffisamment débattues, l'université d'été, qui se déroulera du 27 au 30 août à Aubagne, brassera l'ensemble de ces questions. En attendant, le processus engagé est sorti renforcé en qualité de ce week-end chargé. Son élargissement reste l'enjeu clef qui en déterminera l'avenir.

● GILLES ALFONSI

ACU : DÉBAT DE FOND ET STRATÉGIE DANS LE MÊME BATEAU

Les Communistes unitaires se sont réunis le 12 et le 13 juin à Saint-Ouen, avant la réunion nationale de la Fédération. La première séance de travail a été consacrée aux questions des rapports entre mouvement social et politiques, du rapport aux institutions et à la question électorale.

Il en est ressorti une vraie diversité d'approche mais aussi des éléments fondamentaux d'accord, construits à partir des différentes « vérités » en présence, résumés ainsi par Pierre Zarka, à titre provisoire : nos actes ont besoin de fondements théoriques et de principes référents qui n'existent pas encore mais sont à construire ; la nécessité de définir et dégager une intervention communiste dans un cadre actif de rassemblement plus large ; articuler travail fondamental et échéances immédiates ; au cœur de cette double préoccupation : l'investissement de la totalité du champ politique par ce que l'on appelle « le social » ; personne ne boude le fait électoral comme s'il fallait faire l'impasse dessus ; l'ancrage dans les enjeux d'actualité immédiate y com-

pris de ce que portent nos différences par des expérimentations ; les différentes appréciations portées sur l'état de la Fédération débouchent sur sa prise en compte d'une réalité qui pour l'instant est l'un des seuls lieux où peuvent se retrouver social et politique ; la déclaration du PG est à prendre comme un fait politique et à traiter comme tel.

Le samedi matin a été centré sur les activités de l'ACU dans la prochaine période et son rapport à la Fédération, en lien avec l'enjeu de l'unité de la gauche de transformation sociale. Un texte d'orientation a été finalisé, incluant une position concernant l'échéance des régionales. Ces éléments ont nourri l'élaboration des documents adoptés par la Fédération dimanche matin.

Le texte d'orientation, l'introduction réalisée par Julien Alapetite pour le premier débat et les contributions rédigées les semaines précédentes sont accessibles sur le site communistesunitaires.net.

● G.A.

Oui, fédérons-nous !

Texte intégral adopté par la réunion de la Fédération pour une alternative sociale et écologique concernant sa démarche, son projet.

A l'heure où la crise s'étend, le capitalisme, engagé dans sa course effrénée au profit, détruit la planète, les solidarités. Ceux et celles qui veulent que ça change doivent arriver à dire stop ensemble.

Mais dire stop ne suffit pas : des solutions sont possibles, des alternatives qui préservent les richesses naturelles et permettent un autre usage des richesses produites, la coopération, et non le profit et la concurrence.

Depuis des mois, le rejet de la politique

de Sarkozy grandit dans les mouvements sociaux et la population. Dans les petites et grandes actions, on conteste et on essaie de mettre en place d'autres logiques.

Et pourtant la gauche est aujourd'hui dans l'impasse. Le Parti socialiste se montre incapable de proposer une alternative politique, en particulier en refusant de mettre fin à sa dérive social-libérale. Le score important des listes Europe Écologie manifeste la forte sensibilité d'une partie des électrices et électeurs

aux enjeux écologiques. De façon plus diversifiée, grâce à sa volonté de rassemblement, il a traduit la demande d'issue nouvelle à la crise et l'intérêt pour de nouvelles formes de prise de parole politique. Les forces antilibérales et anticapitalistes éparpillées, à cause de leur division, n'ont pu permettre une expression politique des exigences de transformation sociale et écologique. Cette situation a amené une énorme abstention, elle désoriente celles et ceux qui luttent, ceux qui subissent, et qui sont ●●●

●●● ainsi maintenu-e-s à l'écart de la politique. Les élections européennes viennent de le démontrer. L'abstention est aussi produite par le rejet des formes politiques traditionnelles fondées sur la délégation de pouvoir, plus fortement marquées dans les institutions européennes. Cette situation conduit à ce qu'en France, aussi bien qu'en Italie, en Allemagne ou en Grande-Bretagne, seule la droite tire profit de cette dissociation entre colère sociale et accès à la politique.

Plusieurs listes ont présenté des projets si voisins qu'ils auraient dû être communs ! Une campagne unitaire était possible et aurait permis un rassemblement large pour porter toutes les exigences sociales, écologiques, démocratiques, environnementales, féministe et antiraciste au niveau européen.

Notre démarche

Nous ne nous résignons pas. Dès maintenant, nous appelons à fédérer les énergies. Nous voulons inventer de nouvelles relations avec les mouvements sociaux. Cela suppose l'engagement des citoyennes, membres ou pas, responsables ou pas d'organisations et de réseaux de lutte contre les dominations, contre les discriminations, pour les droits sociaux, pour l'égalité. Les urgences sociales et écologiques ne peuvent être traitées séparément et on ne peut répondre ni à l'une ni à l'autre sans remise en cause du capitalisme.

Les grandes luttes politiques ne pourront désormais être menées que par une convergence de toutes sortes de forces, syndicats, mouvements culturels associations, partis et autres organisations politiques, C'est la condition d'interventions citoyennes pour une nouvelle efficacité.

Aucune structure ne peut à elle seule faire bouger les lignes. La nécessité est bien de rassembler tous les courants de la gauche de transformation sociale et écologique. Ce rassemblement pluraliste, fort de la confrontation des différentes cultures existantes, permettra d'affirmer un projet politique commun tout en développant une dynamique de rassemblement.

La refondation de la démocratie et de la gauche passe par la réinvention des rapports entre forces politiques et mouvement social, mobilisation et institutions.

Nous voulons favoriser les convergences sur le terrain, dans les luttes sociales et écologiques, contre les licenciements et pour l'emploi, contre la casse sociale, contre le démantèlement du droit du travail et des services publics, pour le maintien des droits des femmes, pour la régularisation des sans-papiers, contre la marchandisation du vivant, pour développer le féminisme et l'antiracisme, pour de nouvelles formes de production de l'énergie et pour un développement respectueux de l'avenir de la planète.

Nous avons en commun de penser que la société ne peut vivre sur la base d'une égalité de principe démentie chaque jour par les faits. La lutte pour l'égalité, contre les discriminations, (sexistes, racistes, homophobes, élitistes) doit être

La refondation de la démocratie et de la gauche passe par la réinvention des rapports entre forces politiques et mouvement social, mobilisation et institutions.

au centre des préoccupations sociales et politiques.

La refondation de la gauche passe par la redéfinition d'un nouveau projet. Il faut inventer un nouveau mode de développement rompant avec le productivisme ; ouvrant la voie à une appropriation sociale des richesses, des instruments et moyens producteurs de celles-ci, à d'autres rapports de production, à d'autres rapports entre les femmes et les hommes à d'autres objectifs pour l'activité humaine, à d'autres rapports à la nature, à une démocratie renouvelée. Dans ce but, l'implication des forces sociales et politiques dans la construction de l'alternative et l'invention de formes d'action nouvelles seront décisives. Ces deux enjeux complémentaires supposent de combattre la délégation de pouvoir, Une révolution démocratique est nécessaire, à partir de l'appropriation citoyenne des savoirs et des

pouvoirs.

C'est pour cela qu'a été créée la Fédération pour une alternative sociale et écologique. Objet politique toujours en construction et capable d'intervenir immédiatement ; objet construit avec toutes celles et ceux qui le souhaitent, membres de parti ou pas, nous voulons créer une force de type nouveau correspondant à la multiplicité de celles et de ceux qui veulent agir pour une telle alternative et non un parti politique de plus. Nous nous adressons à toutes les personnes et à toutes les forces sociales qui partagent ces objectifs. Au NPA, au PCF, au PG, à tous leurs militant-e-s comme aux écologistes opposé-e-s au libéralisme, aux associations solidaires, altermondialistes, progressistes, nous lançons cet appel : construisons l'alternative sociale et écologiste, féministe et antiraciste. Pour ne pas subir les crises, ensemble créons les conditions d'une dynamique politique.

Construisons immédiatement un cadre commun de mobilisation politique, autour de ce qui nous rassemble, dans les mobilisations comme dans les élections. Abordons ainsi les prochaines élections régionales (voir la Déclaration adoptée le 14 juin). Donnons-nous les moyens de changer les rapports de force tout en débattant de la nécessaire transformation sociale et écologique.

La Fédération pour une alternative sociale et écologique soutiendra les initiatives, locales et nationale, en vue des Assises du changement proposées par *Politis*.

Ensemble

La diversité de la Fédération est sa force. Y participent Les Alternatifs, la Coordination nationale des Collectifs Unitaires (CNCU), l'Association des Communistes Unitaires (ACU), le Mai, ÉcologieSolidaire, AlterÉkolo, Alternative-Démocratie-Socialisme (ADS), Utopia, des militant-e-s du mouvement social, des élu-e-s.

Elle est un outil pour rassembler largement. Cette force, c'est à nous de l'amplifier, de la faire connaître, de la bâtir tous ensemble. Toutes et tous ensemble !

Une stratégie pour les élections régionales

Texte complet de la déclaration de la réunion nationale des 13 et 14 juin 2009 de la Fédération pour une alternative sociale et écologique sur les élections régionales.

Les prochaines élections régionales marqueront-elles un nouvel épisode de l'éloignement des milieux populaires de la vie politique et de la division de la gauche de gauche. Ou permettront-elles des pas significatifs face à la droite et au social-libéralisme, dont l'empreinte sur la gestion des Régions reste fortement marquée par l'absence d'une alternative à la hauteur des défis actuels ?

La possibilité pour les habitants de peser fortement pour élaborer et imposer des politiques différentes dans les régions – pour réduire les fractures territoriales et sociales, pour le développement économique et social, tenant compte d'une réduction de l'empreinte écologique ; pour répondre aux besoins de logement, d'emploi, de santé, de formation... – sera-t-elle renforcée ou diminuée ?

Notre démarche ne peut être de présenter aux élections des candidatures de simples témoignages. Nous voulons contribuer à ce que s'exprime dans la société, dans les urnes et jusque dans

les institutions une alternative politique. Pour la Fédération, cette dynamique a vocation à faire converger toute la gauche de transformation sociale et écologique (PC, PG, NPA, militants antilibéraux d'Europe écologie, Fédération...). La Fédération prend acte positivement de la position exprimée par le Parti de gauche, qui va dans ce sens.

La Fédération souhaite être partie prenante de listes de transformation sociale et écologique au premier tour des Régionales, indépendantes du Parti socialiste.

Forte de la dynamique à laquelle elle aura contribué pour des politiques régionales ancrées à gauche, la Fédération pour une alternative sociale et écologique sera partie prenante en tant que telle de listes de transformation sociale et écologique au premier tour des régionales indépendantes du Parti socialiste.

Pour le second tour, la Fédération pour une alternative sociale et écologique

se battra pour un accord de l'ensemble de la gauche permettant de constituer des majorités populaires répondant aux exigences sociales, écologiques et démocratiques en rupture avec le libéralisme.

A défaut d'un tel accord politique, la Fédération pour une alternative sociale et écologique défendra le principe d'une

fusion démocratique entre toutes les listes de gauche afin de battre la droite et d'assurer une juste représentation de ces listes dans les conseils régionaux. Dans ce cadre, la Fédération exclut toute possibilité d'alliance avec le Modem.

A l'issue de sa réunion nationale, la Fédération pour une alternative sociale et écologique propose que ses collectifs locaux et chacune de ses composantes s'emparent de la présente déclaration et en débattent.

L'exécutif de la Fédération est mandaté pour prendre contact avec toutes les forces sociales et politiques concernées.

● SAINT-DENIS, LE 14 JUIN 2009

Poursuivre et amplifier la démarche du Front de gauche

Une déclaration de Christian Picquet, porte-parole de la Gauche Unitaire (11 juin 2009).

À l'endemain du 7 juin, la gauche est en lambeaux. La responsabilité en incombe fondamentalement à l'orientation sociale-libérale que défend la di-

rection du Parti socialiste. Il n'y aura pas d'issue à cette déconfiture dans des alliances à droite ou dans des ouvertures au centre, qu'elles passent par Bayrou ou par Cohn-Bendit. Car ces dernières tourneraient un peu plus le dos aux at-

tentes de classes populaires qui, dans leur immense majorité, se sont abstenues dimanche dernier.

Dans la campagne des européennes, seul le Front de gauche a commencé à ouvrir une perspective porteuse ●●●

●●● d'espoir à gauche, parce qu'il portait le projet de rassembler une gauche digne de ce nom, en France comme en Europe.

Marie-George Buffet, secrétaire nationale du Parti communiste français, vient hier de lancer un appel à la pérennisation et à l'élargissement du Front de gauche. Sans hésitation, avec mes camarades de la Gauche unitaire, je dis banco !

Fort de la dynamique militante dont il a bénéficié, de l'intérêt qu'il a suscité auprès de nombre d'acteurs du mouvement social et d'électeurs de gauche, le Front de gauche doit impérativement poursuivre sa démarche afin qu'une politique de rupture anticapitaliste devienne majoritaire à gauche.

Il lui faut, dans ce but, s'adresser à toutes

celles et à tous ceux qui perçoivent l'urgence du moment politique présent : socialistes qui ne peuvent se résoudre à la disparition des idéaux au nom desquels ils se sont engagés ; écologistes qui, contrairement à Daniel Cohn-Bendit, savent que le combat contre le productivisme suppose le refus du capitalisme ; militantes et militants de la gauche radicale et alternative, qui tirent de ce 7 juin la conclusion que la division de la gauche de gauche ne peut mener qu'à des échecs cinglants ; acteurs et actrices du mouvement social qui savent bien que, sans un répondant politique à la hauteur, le monde du travail se trouvera dans une situation de plus en plus difficile face aux attaques redoublées de M. Sarkozy...

À l'occasion des rencontres qui vont se dérouler ces prochains jours, je proposerai ainsi à Marie-George Buffet, à Jean-Luc Mélenchon, aux responsables de République et socialisme, que s'organisent un peu partout des réunions publiques du Front de gauche, ouvertes à celles et ceux qui souhaiteront les coorganiser, pour tirer les enseignements de la campagne que nous venons de mener, définir de premières pistes de travail pour l'avenir, formuler face à la crise sociale et écologique des propositions alternatives aux logiques libérales aujourd'hui en faillite.

Je leur proposerai également que nous nous retrouvions ensemble, avant les congés d'été, pour une grande initiative publique à Paris.

La gauche d'alternative peut gagner

Geneviève Blanc vient d'être élue au Conseil général du Gard lors d'une élection partielle à Anduze (Gard).

Dimanche 14 juin, Geneviève Blanc, candidate de la « gauche alternative », collectif pluraliste de citoyens et d'organisations politiques de gauche, a été élue conseillère générale avec environ 58 % des voix. Au premier tour, soutenue par

les Verts, le NPA, Les Alternatifs et la Fédération pour une alternative sociale et écologique, elle avait réalisé 26 % (21 % au PS, 13 % à un divers gauche, 8 % au Front de gauche, 31 % à l'UMP). Au second tour, la gauche dans son ensemble s'était rassemblée autour de sa candidature, afin d'assurer sa victoire face au candidat UMP.

Geneviève Blanc vient renforcer la majorité départementale du conseil général du Gard, déjà solide. Elle y rejoint Christophe Cavard, qui avait choisi en mars 2008 de quitter le groupe PCF, en raison de sa volonté de travailler au renouvellement des pratiques politiques à gauche.

Ils ont souligné ensemble à l'issue du scrutin : « Nous considérons que les enjeux de l'époque, mondialisation libérale, urgences sociales et écologiques, nécessitent pour la gauche de penser global et d'agir local. D'autant plus que la République décentralisée

depuis 2004 laisse dans les mains des élus locaux des choix cruciaux pour l'avenir des populations et de leur environnement. C'est au niveau local que se décident désormais les modes de gestion de nombreux services publics, les formes de développement économique, l'organisation des solidarités, l'aménagement du territoire, la préservation de l'environnement et des ressources naturelles. »

Les deux élus considèrent que « De façon transversale et en coopérant, c'est au travers du tissu militant associatif ou politique, de l'implication citoyenne et des élus qui les favorisent, que la gauche doit puiser une nouvelle force. Nous y travaillerons avec tous ceux qui s'y engagent, notamment dans le cadre de la Fédération pour une alternative sociale et écologique » (dont ils sont membres fondateurs dans le Gard).

● BERTRAND RICHARD

Cerises est édité
par les Communistes unitaires
contact.cerises@gmail.com

Noyau : Gilles Alfonsi, Pierre Jacquemain
Queues de Cerises : Michèle Kiintz,
Philippe Stierlin, Roger Martelli,
Catherine Tricot, Arnaud Viviant,
Julien Alapetite

L'avion ne fait plus rêver

Feuilletant des bouquins chez un libraire, je suis tombé sur un beau livre appelé *Airlines* retraçant l'aventure mythique de l'aviation civile dans le monde. Parmi des ouvrages consacrés à l'audace picturale, photographique et architecturale, il ne dépareillait pas. A une certaine époque, l'avion était osé. Sur de nombreuses lignes, tous les passagers côtoyaient l'assiette, le couteau bien aiguisé, la serviette en tissu et la nappe blanche. On leur proposait en entrée deux sortes de pâtés : l'un au merle, l'autre au merlan. On leur servait, à volonté, des tranches de gigot bien chaud au romarin et des légumes frais. On y avait de la place pour les jambes. Certes le temps pour traverser l'Atlantique ou l'Oural était plus long, mais il passait plus vite. La guerre froide nourrissait la concurrence. Les passagers de l'Aérolot avaient droit au caviar, ceux d'American Airlines au homard à l'américaine, ceux d'Air France au foie gras. Rien à voir avec les maigres et insipides plateaux-repas d'aujourd'hui en classe économique, les repas fades destinés à l'élite économique en classe affaires. Un gouffre avec les bétailières modernes. Un canyon avec les compagnies aériennes aseptisées, formatées et fusionnées de ce début de XXI^e siècle.

Parmi les bouquins qui bousculaient l'ordre du monde, ce livre sortait du lot : photos noir et blanc de fuselages gris tous identiques, hôtesses souriantes dans des costumes stricts et bleu sombre, pilotes sérieux casquettes vissées sur la tête posant au pied de leurs appareils, aéroports bétonnés...

Jusqu'à ces photos en couleur, clôturant le livre. D'abord celle, bleu-blanc-rouge, illustrant une révolution aérodynamique nommée supersonique, aussitôt baptisée Concorde. Comme pour rassurer la bourgeoisie et refuser, jusque dans ce recoin, le mot Révolution. Puis celles, arc-en-ciel reflet d'un certain ordre esthétique, montrant des fuselages bariolés, publicitaires et élevant, sur les tarmacs, des sponsors privés au rang de nations. Le paradoxe était que plus mon livre se colorisait au fil des pages et du temps, plus le mythe tombait.

Car la compagnie aérienne n'est plus une machine à faire rêver, mais une machine à cash. Personnel fatigué car de plus en plus corvéable, salariés auxquels on propose de travailler gratuitement (British Airways), réduction des coûts, déréglementation, compagnies *low cost*, avions à bord desquels il faudra bientôt payer pour boire un verre d'eau comme pour se soulager la vessie, surtaxation des bagages, assurances sur les assurances, services payants, actionnaires voraces... c'est l'ambiance capitalistique.

Du coup l'avion lui-même ne fait plus rêver. Ainsi, malgré des reportages, un feu d'artifice fin 2007, un surnom (*Super Jumbo*), le lancement de l'Airbus A380, plus gros avion civil jamais conçu, est passé quasiment inaperçu. Car le public veut autre chose qu'une parole commerciale et des mots performance comme « gros porteur », « long courrier »,

« quadriréacteur » ou « double pont ». Il se souvient plutôt que l'A380 peut transporter de 555 à 853 passagers. Il a perçu les conséquences que cela implique dans les aéroports comme en cas de crash. Il a retenu l'inhumanité.

En 2009, non seulement l'avion ne fait plus rêver, mais il concentre l'émotion négative. Il n'est plus la figure d'un mythe mais sa phase terminale. Il fait d'abord parler de lui pour des atterrissages ou des décollages ratés, des incendies et des incidents à bord, des catastrophes. Hier celle du Concorde (juillet 2000), aujourd'hui celle de l'Airbus A330 Rio-Paris. Et là, sus à la raison, aux arguments rationnels, fondés ou infondés, fourbis par les directions d'entreprises (Air France, Airbus...), les syndicats de pilotes, les avocats des familles, les pouvoirs publics... chacun défendant à armes inégales ses intérêts particuliers. L'important c'est d'abord l'affect et LE spectacle. Un spectacle dans lequel il y a peu de place pour une démarche politique avec pour but l'intérêt général et pour fil rouge la vérité des faits, pas de place pour une réflexion philosophique sur les risques, le progrès, la place à faire à tous les morts du monde...

L'important pour les pouvoirs dominants – politiques, médiatiques et religieux – c'est LE spectacle bien pensant et bien bordé. Celui des familles de disparus, prises en charge, conduites rapidement à l'abri, séparées des

journalistes pour éviter toute déclaration pouvant perturber l'édifice officiel. Jusqu'à ce que cela se tasse. Celui de la mise en scène télévisée de la foudre tombant des dizaines de fois... sur un autre

La compagnie aérienne n'est plus une machine à faire rêver, mais une machine à cash.

avion. Jusqu'au jeu d'autres hypothèses, sifflé ensuite par l'absence de scénario. LE spectacle des experts tournant en boucle sur les chaînes, se contredisant entre eux au gré des événements. Celui d'envoyés spéciaux dépêchés à Rio, interviewant des passagers n'ayant pas pris – scoop formidable – un avion déjà complet, et remerciant « la Providence ». LE paroxysme des pleurs en public. LA scène de la commune communion au Brésil et en France, relayée en direct par les télévisions et Internet. LE clou de la messe, implicitement imposée aux non-croyants, en présence des autorités d'un Etat faussement laïque. Bref, le passage d'une société d'intérêt général à une communauté d'affects. L'oubli de l'ordre du monde, des classes, des riches, des pauvres.

Tout autre spectacle est alors mal venu. Que *Charlie-Hebdo* fasse sa Une sur l'A330 Rio-Paris qui, en se crashant, a ajouté 228 abstentionnistes aux élections européennes et voilà le porte-parole de l'UMP d'appeler au boycott de l'hebdomadaire. Comme si les autres journaux n'avaient pas fait leurs choux gras du malheur des gens.

Evidemment, rentrer chez un libraire favorise la divagation. J'ai refermé mon livre et me suis dépêché. J'avais un avion à prendre. Il me tardait le *duty free*.

● PHILIPPE STIERLIN

Les gauches en Allemagne après les élections

Cornelia Hildebrandt* fait une analyse lucide des résultats électoraux de Die Linke aux européennes dans le contexte des gauches allemandes.

En Allemagne, 43,5 % des électeurs enregistrés ont voté aux européennes. La majorité de leurs voix est allée aux chrétiens-démocrates de la CDU (30,7 %) qui a ainsi remporté les élections bien qu'accusant une baisse supérieure à 6 %. La SPD sociale-démocrate, avec 20,8 %, a fait quant à elle son plus mauvais score. Les Verts d'Allemagne, avec 12,1 %, ont amélioré légèrement leur chiffre de 2004 (11,9 %). Il convient de noter au passage leurs résultats dans les Länder de Baden-Württemberg et Hesse à l'Ouest, supérieurs à 15 %, et à Berlin, avec 23,6 %. Les libéraux du FDP, 4,9 % des voix, ont enregistré quant à eux la meilleure progression. Die Linke a légèrement progressé également : 7,5 % des voix. Et les partis d'extrême droite sont restés très en-dessous de la barre des 5 %, avec 1,7 %.

A première vue, ces élections ont constitué un succès pour Die Linke, qui a augmenté son score de 1,2 %.

Pourtant ce résultat est resté très en-deçà de l'objectif qu'elle s'« était fixé de 10 %. De plus, dans de nombreuses régions, Die Linke a fait moins que lors des élections fédérales au Bundestag. En Allemagne de l'Ouest, elle n'a pu franchir la barre des 5 % qu'en trois endroits, dans les deux villes-Länder de Brême (7,2 %) et Hambourg (6,8 %), et en région sarroise (12 %), ailleurs elle fut très en-deçà. A l'Est, Die Linke a pu s'affirmer comme une force politique importante, mais elle a essuyé aussi des pertes dans plusieurs villes et régions comptant parmi ses bastions électoraux. C'est à Berlin qu'elle a le plus reculé, – de manière claire, elle y a perdu une part de son potentiel d'attraction chez les électeurs sociolibertaires et écologistes, au profit des Verts, dont le score est monté dans la capitale à 23,5 %.

Où se situent les problèmes? Après la

création du nouveau parti Die Linke, il est apparu qu'il ne s'était pas simplement créé là sur la scène fédérale allemande un nouveau parti à gauche de la SPD. On s'attendait aussi à un afflux de ceux qui avaient souffert des réformes engagées par le gouvernement SPD/Verts. Die Linke essayait de s'établir aussi comme parti de contestation. Or, ces espérances ne se sont concrétisées que partiellement. Un parti de gauche a besoin d'une base forte aussi parmi les autres groupes sociaux, il doit être le lieu d'un rassemblement plus large s'il veut changer la société, comme on l'attend de lui. Cela, Die Linke n'a pu y réussir encore. A l'inverse, les Verts, eux, ont réussi, avec leur offensive autour d'un "new deal vert", à enterrer le souvenir pu-

Die Linke a échoué à se présenter sous un jour constructif, et non pas seulement contestataire.

blic de leur participation au gouvernement antisocial du chancelier Schröder. Leur slogan suggère un talent stratégique, les désignant comme des mandataires possibles sur la voie d'un avenir meilleur. L'Union européenne n'est pas un problème pour les Verts, qui entendent en développer le potentiel au service de leur vision du futur. Die Linke n'a aucun projet équivalent. Les exigences et conceptions du parti, totalement justes, et même plus cohérentes, ne laissent entrevoir cependant aucun dénominateur commun. Les succès au crédit de la fraction GUE/NGL n'ont joué concrètement aucun rôle. Le parti a échoué à se présenter sous un jour constructif, et non pas seulement contestataire. Or, quelle raison peut-on avoir de porter au Parlement un parti qui, dans la représentation collective, n'est pas capable d'agir?

Les résultats électoraux montrent ainsi

que Die Linke dispose d'une base électorale intéressante pour mener sa politique, – mais également que la conservation et l'extension de cette base nécessite une transformation du parti. Ce dernier doit d'urgence utiliser dès maintenant la fenêtre temporelle de la crise en cours pour développer un modèle de société alternatif sachant arrimer la défense des droits sociaux, démocratiques, politiques et culturels avec les questions de la transformation socioécologique de la société, faire le lien aux problèmes concrets de l'existence et du quotidien, et relier ceux-ci à la question systémique, enfin là-dessus développer de nouvelles alliances sociétales. Face à lui, le SPD manie d'un côté une politique de gauche sur le plan des symboles, et de l'autre

se cramponne au cours fondamentalement néolibéral de son „Agenda 2010 “programmatische ainsi qu'au personnel politique qui l'incarne. Dès lors, Die Linke n'a pas la partie facile si le parti continue d'agir sur un mode structurellement conservateur,

se restreignant à la seule question sociale, et délaissant le travail sur des concepts alternatifs susceptibles d'apporter une transformation socioécologique de la société. Mais comment est-il possible, dans les conditions mondialisées actuelles, de construire autrement le modèle économique allemand de production, tourné vers l'export, sans risquer de provoquer de nouvelles fractures et formes d'exclusion sociales ni faire régresser les structures démocratiques? Ces questions, les gauches d'Allemagne aussi doivent se les poser.

Si Die Linke réussit dans la durée, le parti le devra à lui-même, non à ses partenaires politiques ni aux médias.

Traduction de l'allemand par Karine Gantin

* **Cornelia Hildebrandt est chargée d'études pour les partis et les mouvements sociaux pour la Fondation Rosa Luxemburg, Berlin.**